



C H A P I T R E D E U X

PARCOURS DE VIE : HOMMES ET FEMMES DE L'AIN ENTRÉS EN RÉSISTANCE

Dès 1940, des habitants de l'Ain, rares, se distinguent par leur choix de refuser l'inacceptable. Certains connus du grand public, d'autres oubliés par la mémoire collective, tous méritent que l'on mette en lumière leur parcours de vie souvent extraordinaire. Loin d'être exhaustive, la sélection ci-dessous a été élaborée en fonction de la documentation disponible pour chacun des noms cités et de la pertinence des trajectoires.

Pour chacun d'eux, nous avons compilé documents, archives, photographies, témoignages afin de donner la vision la plus complète possible de ces personnalités singulières.

Parcours proposés :

Colette LACROIX (lycéenne à Bourg, s'engage dans un groupe collectant des renseignements)

Raymond SORDET (dirige un groupe chargé de faire du renseignement pour les Anglais)

Marcelle APPLETON (fait jouer ses relations pour alerter sur la situation de la France)

Léon dit Yvon MORANDAT (rejoint De Gaulle en juin 1940, est son premier envoyé en France libre)

Général Charles DELESTRAINT (retraité à Bourg, tente de mobiliser ses pairs pour une réaction face à la défaite)

Émile et Paulette MERCIER (médecin et pharmacienne à Nantua, s'engagent rapidement dans des réseaux d'aide aux personnes pourchassées)

2.1 – Colette LACROIX (née en 1924)

La défaite française et la captivité de son père, prisonnier de guerre, marquent profondément la jeune Colette, lycéenne à Bourg-en-Bresse.

Déterminée à agir, elle intègre un groupe formé par le jeune Raymond Sordet (avec lequel elle est fiancée), spécialisé dans la collecte de renseignements dès l'automne 1940. Elle rencontre également Marcelle Appleton déjà engagée aux côtés de Paul Pioda. En avril 1941, Colette est arrêtée avec les autres membres du groupe. Rapidement libérée, elle se rapproche de Pioda et entre au mouvement Libération. Elle fait également partie du mouvement Combat. Puis elle rejoint le groupe des Forces unies de la jeunesse et devient chef de sizaine. Elle distribue des tracts, vend des portraits du général de Gaulle, fabrique des faux papiers...

En 1942, elle passe son baccalauréat au lycée de Nantua et rencontre les résistants locaux. Contactée par Henri Morandat, frère d'Yvon, elle est recrutée par le réseau Pimento, spécialisé dans le sabotage et y rencontre son futur mari, Henri Gauthier, responsable régional. Elle accomplit diverses missions au service de cette organisation : recherche de terrains de parachutage, transport d'armes, de postes émetteurs, agent de liaison, organisation de sabotages... Début 1944, enceinte, elle part accoucher à Montauban et y côtoie Clara Malraux. Puis elle confie son fils à une famille d'Hauteville et reprend ses activités. Jusqu'à la libération, elle poursuit son action à la fois dans l'Ain et dans d'autres régions.

Portrait de Colette Lacroix en 1943 (Coll. départementale des Musées de l'Ain, Inv. 2012.20.02)



Colette Lacroix sur l'embarcadère à Nantua en 1942 (Coll. départementale des Musées de l'Ain, Inv. 2012.20.04)



Colette Lacroix en 1943 (Coll. départementale des Musées de l'Ain, Inv. 2012.20.01)



Portrait d'Henri Gauthier alias « Jag », époux de Colette Lacroix (Coll. privée)



Transcription

Extraits du témoignage de Colette Lacroix enregistré le 21 mars 2003 par le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Ain

« Je m'appelle Colette Lacroix, je suis née en 1924, ce qui fait qu'en 39 donc j'avais 15 ans et mon père avait été fait prisonnier... Et avec... 5 ou 6 camarades on avait décidé de partir en Angleterre. Alors on se réunissait, enfin de partout et en... avril-mai 41 on a été dénoncé et on a été arrêté. On était... on a été dans les sous-sols de la Préfecture de Bourg, arrêté par la Police de Vichy. Mais les autres qui étaient beaucoup... qui étaient plus âgés que moi sont allés en prison. Il y avait Raymond Sordet, Madame Appleton enfin... et eux sont allés en prison. Moi, j'étais jeune mais on m'a donné un avocat d'office. (...)

Bon en fin de compte, l'affaire pour moi qui était jeune a été classée (...)

Bon, entretemps j'avais... je... enfin travaillé si on peut dire avec Paul Pioda (...) justement Paul Pioda était un voisin de ma famille, à Bourg. Donc, c'est comme ça que je le connaissais et on commençait à écrire des journaux... on commençait à faire des tracts et je dis, à vendre des photos de De Gaulle. Et... Madame Appleton qui était d'origine anglaise, il y avait des gens qui essayaient de fouiller chez elle. Et un soir elle m'a demandé d'aller chez elle, de me cacher chez elle pendant qu'elle sortait très visiblement et je me suis cachée dans les rideaux de sa maison. Il y a des gens qui sont entrés, j'ai pu les repérer (...)

On a participé à des vols de cartes d'identité, à des vols dans la... et moi j'avais la grosse spécialité... il y avait les... le Commissaire de Police s'appelait Chabrier et je faisais les signatures de Chabrier, sur les fausses cartes d'identité, mieux que Chabrier lui-même (...)

Après je suis partie de Bourg et je suis venue à Nantua (...). Je suis venue à Nantua en 1942. Et là bon j'ai rencontré les gens de la Résistance à Nantua. (...)

Alors là après, j'ai rencontré mon mari... qui n'était pas encore mon mari bien sûr à l'époque (...) c'est Henri Gauthier dit Jag.(...)

Alors, à partir de ce moment-là, moi je... manquais de... enfin bon, j'étais soi-disant au lycée en philo à Nantua. Je sais pas comment j'ai fait, j'ai eu le Bac quand même... mais c'est... c'était... on cherchait des terrains pour des parachutages éventuels. On cherchait de l'argent pour... parce qu'il y avait les... les jeunes qui commençaient à partir au STO et pour pouvoir les... les sauver du STO. (...)

Il y avait plusieurs dénonciations contre moi qui sont arrivées à la Gestapo à Bourg (...)

A ce moment-là je... j'ai quitté mon... enfin mon domicile légal si vous voulez (...)

Nous nous sommes mis en relation avec le groupe MARCO qui faisait du sabotage. Et le groupe MARCO travaillait sous les ordres de Jag, en question, qui lui était chargé de faire du sabotage de voies ferrées, de voies

de communication pour l'Ain, le Rhône, l'Isère (...)

On a eu des parachutages et on recevait pas mal de matériel. Alors moi j'étais chargée de porter le matériel à Grenoble, à Toulouse... parce que j'étais une petite jeune fille, ça allait très, très bien, on ne se méfiait pas de moi. Et après... alors nous on a cherché des équipes pour faire des parachutages, on a eu beaucoup de parachutages qui ont été pris par les Allemands d'ailleurs... En 1944, alors là au début 44, heu... je suis partie moi à Montauban, je devais accoucher, j'ai accouché à Montauban (...)

et bon alors à Montauban, on nous a signalé que la Division Das Reich allait... faisait de porte en porte, essayait de trouver des résistants et je suis partie de Montauban avec mon bébé sur le bras, la valise avec le poste émetteur et on est arrivé à la Gare de Montauban. Mon patron et mon mari qui avaient de faux papiers sont partis devant et moi avec le poste émetteur et le bébé suis arrivée à la gare. Là, les Allemands de Das Reich ils m'ont... il y en a un qui a pris le bébé, l'autre a pris la valise. Non, il n'a pas encore pris le bébé, il y en a un qui a pris la valise, il est allé sur la banque et il a ouvert la valise, je n'ai rien vu, il a refermé la valise, il a parlé à l'autre. L'autre m'a pris le bébé des mains et ils m'ont fait aller sur le quai de la gare (...)

J'ai dit bon, ben ils vont me tuer sur le quai de la gare. Alors ils ont ouvert une portière du train, l'un a pris ma valise, a fait de la place, l'autre a fait partir quelqu'un, ils m'ont aidée à monter. Ils m'ont donné mon bébé, ils m'ont dit bon voyage Mademoiselle (...). Mais sur le dessus du poste émetteur, on avait mis les brassières des choses comme ça (...).

Bon j'ai connu Barbie, heu... j'avais été chargée, j'étais avec mon patron à Toulouse... et on avait entendu avant que... de monter dans le train, on avait entendu le message disant que le Débarquement allait avoir lieu vers Sète. On avait entendu le message, on est monté dans le train. Et mon patron m'avait dit : « Tu as une place retenue dans le compartiment à côté », bien sûr en première classe etc., c'était l'Angleterre qui payait, « à côté de Barbie », dans un compartiment d'à côté. « Alors débrouilles toi, quand tu auras le bombardement... quand tu auras le Débarquement on va être juste au moment voulu pour mettre la main sur Barbie et qu'on puisse le récupérer au moins comme otage à ce moment-là. ». Ça c'est très bien passé, j'étais là. Je suis allée dans le compartiment et puis Barbie qui était un type très, très bien heu... a dit à un de ses hommes « Invitez cette jeune fille ». Et j'ai passé la nuit complète dans le compartiment de Barbie à manger tout ce qu'il y avait tout et tout. Le train s'est arrêté au niveau de Sète. Et là on attendait, on attendait et puis on est resté 3 ou 4 heures à peu près là puis le train est parti. Parce que le message avait été annulé, mais ça on ne le savait pas... Et arrivé à Lyon, Barbie m'a dit on va manger ensemble et puis on verra. Et on est allé dans un restaurant de Lyon, après la Libération, j'avais presque envie d'aller... mais je ne suis pas dénonciatrice, d'aller dénoncer la patronne mais enfin, alors on a fait un repas somptueux encore et puis il m'a dit : « On va bien finir le... » Voilà, alors moi j'ai dit : « Je vais aux Toilettes » et puis suis partie à toute allure, je me suis fait engueuler par mon patron et par mon mari." (...)

2.2 – Raymond SORDET (1921-1944)



Raymond Sordet (Coll.
Archives départementales de
l'Ain, Fonds Appleton)

Fils d'instituteur de Bourg-en-Bresse et élève au lycée Lalande, Raymond refuse la défaite. Dès l'automne 1940, il réunit autour de lui une dizaine de camarades. Parmi eux, se trouve notamment la jeune Colette Lacroix, avec laquelle il est fiancé. Dans un premier temps, il s'agit surtout de discussions animées et de projets d'actions. Par la suite, Sordet parvient à prendre contact avec les services secrets britanniques de l'Intelligence Service (IS) en Suisse. L'un des membres du groupe, habitué à passer la frontière en fraude, récupère les consignes de l'IS. Leur mission consiste essentiellement à surveiller des habitants de Bourg-en-Bresse, soupçonnés d'espionnage pour l'Allemagne. Sordet rassemble les renseignements collectés par ses camarades et rédige les rapports transmis à l'IS. Début avril 1941, il rencontre Marcelle Appleton, en liaison avec le réseau de Pioda, et lui expose son projet : transformer le groupe en organisation paramilitaire sous couvert d'une société sportive. Une réunion de mise au point est prévue chez Madame Appleton. Mais l'imprudence des lycéens conduit à l'arrestation de la plupart d'entre eux. Seul Sordet est condamné à de la prison avec sursis. Désorganisé, le groupe se disperse. En novembre 1941,

Raymond est convoqué aux Chantiers de jeunesse en Haute-Savoie. Il y poursuit sa propagande gaulliste et aide ses camarades requis pour la Relève à s'évader. Il leur fournit de faux papiers grâce aux liens noués avec les militants communistes locaux. En avril 1943, il s'enfuit du chantier et rejoint le maquis d'Albertville. Désireux d'une vie plus active, il part pour Marseille où il est recruté comme chef de secteur pour le réseau de renseignement Charrette. Là, il devient Jean-Jacques VARENNE. Il relève notamment les plans de la base allemande sous-marine de Toulon et les transmet à Londres. Arrêté à Marseille, il est incarcéré à la Prison des Baumettes. Transféré au Fort Montluc à Lyon le 6 avril 1944, il est condamné à mort pour espionnage et fusillé le 31 mai suivant. En sa mémoire, une place de Brégnier-Cordon porte son nom.

Transcription

Témoignage de M. Jean-Paul DUBOIS
27, rue Marcellin Berthelot, Bourg (Ain)
Recueilli par E. PERROY, le 16 Juillet 1946

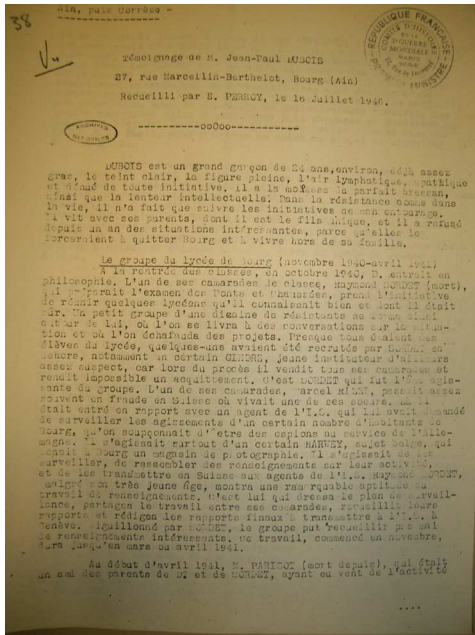
DUBOIS est un grand garçon de 24 ans, environ, déjà assez gras, le teint clair, la figure pleine, l'air lymphatique, apathique et dénué de toute initiative. Il a la mollesse du parfait bressan, ainsi que la lenteur intellectuelle. Dans la résistance comme dans la vie, il n'a fait que suivre les initiatives de son entourage. Il vit avec ses parents, dont il est le fils unique, et il a refusé depuis un an des situations intéressantes, parce qu'elles le forceraient à quitter Bourg et à vivre hors de sa famille.

Le groupe du lycée de Bourg (novembre 1940 – avril 1941)

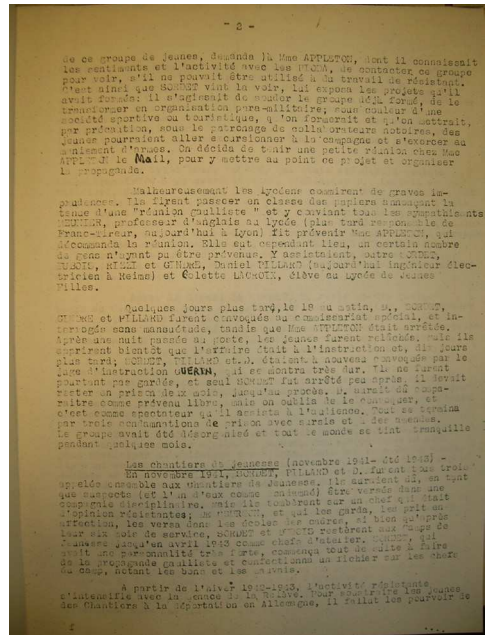
A la rentrée des classes, en octobre 1940, D. entrait en philosophie. L'un de ses camarades de classe, Raymond SORDET (mort) qui préparait l'examen des Ponts et Chaussées, prend l'initiative de réunir quelques lycéens qu'il connaissait bien et dont il était sûr. Un petit groupe d'une dizaine de résistants se forma ainsi autour de lui, où l'on se livra à des conversations sur la situation et où l'on échafauda des projets. Presque tous étaient des élèves du lycée, quelques-uns avaient été recrutés par SORDET en dehors, notamment un certain GINDRE, jeune instituteur d'ailleurs assez suspect, car lors du procès il vendit tous ses camarades et rendit impossible un acquittement. C'est SORDET qui fût l'âme agissante du groupe. L'un de ses camarades, Marcel RIZZI, passait assez souvent en fraude en Suisse où vivait une de ses sœurs. Là il était entré en rapport avec un agent de l'I.S [Intelligence service, service secret britannique] qui lui avait demandé de surveiller les agissements d'un certain nombre d'habitants de Bourg, qu'on soupçonnait d'être des espions au service de l'Allemagne. Il s'agissait surtout d'un certain -----, sujet belge, qui tenait à Bourg un magasin de photographie. Il s'agissait de les surveiller, de rassembler des renseignements sur leur activité, et de les transmettre en Suisse aux agents de l'I.S. Raymond SORDET malgré son très jeune âge, montra une remarquable aptitude au travail de renseignements. C'est lui qui dressa le plan de surveillance, partagea le travail entre ses camarades, recueillait leurs rapports et rédigea les rapports finaux à transmettre à l'I.S à Genève. Aiguillonné par SORDET, le groupe put recueillir pas mal de renseignements intéressants. Ce travail, commencé en novembre dura jusqu'en mars ou avril 1941.

Au début d'avril 1941, M. PARISOT (mort depuis), qui était un ami des parents de D. et de SORDET, ayant eu vent de l'activité de ce groupe de jeunes, demanda à Mme APPLETON, dont il connaissait les sentiments et l'activité avec les Pioda, de contacter ce groupe pour voir s'il ne pouvait être utilisé à du travail de résistant. C'est ainsi que SORDET vint la voir, lui exposa les projets qu'il avait formés : il s'agissait de souder le groupe déjà formé, de le transformer en organisation paramilitaire ; sous couleur d'une société sportive ou touristique, qu'on formerait et qu'on mettrait par précaution, sous le patronage de collaborateurs notoires, des jeunes pourraient

Extrait 1 témoignage de Jean-Paul DUBOIS (ADA 180W590-591)



Extrait 2 témoignage de Jean-Paul DUBOIS (ADA 180W590-591)



aller excursionner à la campagne et s'exercer au maniement d'armes. On décida de tenir une petite réunion chez Mme APPLETON le Mail, pour y mettre au point ce projet et organiser la propagande.

Malheureusement les lycéens commirent de graves imprudences. Ils firent passer en classe des papiers annonçant la tenue d'une « réunion gaulliste » et y conviaient tous les sympathisants. MEUNIER, professeur d'anglais au lycée (plus tard responsable de Franc-Tireur, aujourd'hui à Lyon) fit prévenir Mme APPLETON, qui décommanda la réunion. Elle eut cependant lieu, un certain nombre de gens n'ayant pu être prévenus. Y assistaient, outre SORDET, DUBOIS, RIZZI et GINDRE, Daniel PILLARD (aujourd'hui ingénieur électrique à Reims) et Colette LACROIX, élève au Lycée de Jeunes Filles.

Quelques jours plus tard, le 18 au matin, D. SORDET, GINDRE et PILLARD furent convoqués au commissariat spécial, et interrogés sans mansuétude, tandis que Mme APPLETON était arrêtée. Après une nuit passée au poste, les jeunes furent relâchés. Mais ils apprirent bientôt que l'affaire était à l'instruction et, dix jours plus tard, SORDET, PILLARD et D. étaient à nouveau convoqués par le juge d'instruction Guérin, qui se montra très dur. Ils ne furent pourtant pas gardés, et seul SORDET est arrêté peu après. Il devait rester en prison deux mois, jusqu'au procès. D. aurait dû comparaître comme prévenu libre, mais on oublia de le convoquer, et c'est comme spectateur qu'il assista à l'audience. Tout se termina par trois condamnations de prison avec sursis et à des amendes. Le groupe avait été désorganisé et tout le monde se

tint tranquille pendant quelques mois.

Les chantiers de jeunesse (novembre 1941 – été 1943) –

En novembre 1941, SORDET, PILLARD et D. furent tous trois appelés ensemble aux chantiers de jeunesse. Ils auraient dû, en tant que suspects (et l'un d'eux comme condamné) être versés dans une compagnie disciplinaire. Mais ils tombèrent sur un chef qui était d'opinion résistante, De Gourson, et qui les garda, les prit en affection, les versa dans les écoles des cadres, si bien qu'après leurs six mois de service, SORDET et DUBOIS restèrent aux camps de Jeunesse jusqu'en avril 1943 comme chef d'atelier. SORDET, qui avait une personnalité très forte, commença tout de suite à faire de la propagande gaulliste et confectionna un fichier sur les chefs du camp, notant les bons et les mauvais.

A partir de l'hiver 1942-1943, l'activité résistante s'intensifie avec la menace de la Relève. Pour soustraire les jeunes des Chantiers à la déportation en Allemagne, il fallut les pourvoir de fausses permissions (qu'on se procurait au chantier même) et aussi de fausses cartes d'identité, que SORDET obtenait de militants PC du Châtelard, avec lesquels il avait noué connaissance. Pour mieux assurer la sécurité des transfuges, on les affublait de grades fictifs qui permettaient de voyager sans danger. Cette organisation fonctionna sur une assez grande échelle. Sur un effectif total d'environ 1500 à 2000 hommes pour les camps du Châtelard, il y eut au moins une centaine d'évasions facilitées par ces faux papiers.

En avril 1943, SORDET, qui avait été depuis quelques temps transféré à un autre atelier, tandis que D. restait au Châtelard, dans les Bauges, (c'était la première fois qu'ils étaient séparés depuis 1940), décida de passer au maquis, il emmena d'ailleurs tous les hommes de son atelier, et rejoignit le maquis d'Albertville. Après plusieurs mois de maquis, dans l'été 1943, il voulut mener une vie active, se rendit à Marseille et devint chef de secteur pour la côte méditerranéenne du réseau Charrette (Michel GAILLIAU). D. le revit plusieurs fois, lors de ses passages à Bourg, mais Sordet ne lui dévoila rien de son travail. Il devait d'ailleurs être arrêté et fusillé en 1944.

2.3 – Marcelle Appleton (1895 - 1964)



Marcelle Appleton (Archives départementales de l'Ain, Fonds Appleton)

D'origine alsacienne et américaine, Marcelle Appleton, experte-comptable, vit à Bourg. Anti-allemande et anti-pétainiste convaincue, elle décide à l'été 1940 d'écrire au président américain Roosevelt une lettre intitulée « SOS » [Save our souls / Sauvez nos âmes) dans laquelle elle l'implore d'intervenir. Par l'intermédiaire de son ami Gabriel Parisot, leader socialiste, vice-président de la loge maçonnique de Bourg et opposant déjà actif, cette missive semble effectivement être parvenue à destination. Le 11 novembre 1940, elle dépose une gerbe tricolore aux pieds du monument aux morts de Bourg-en-Bresse.

En mars 1941, elle rencontre le jeune Raymond Sordet qui souhaite créer une association touristique camouflant une organisation de renseignement. Une imprudence entraîne son incarcération durant une journée en avril 1941. De santé fragile, ce séjour l'affaiblit, mais elle reprend ses activités spécialement auprès de Paul Pioda. En septembre 1942, elle rejoint l'Armée secrète et œuvre pour le réseau Gallia à partir de 1943. Sa maison accueille des réunions et sert de refuge aux résistants. Expulsée par les Allemands, Marcelle Appleton se retire à la campagne puis revient sur Bourg poursuivre son action de renseignement jusqu'à la libération.



M. Appleton devant la préfecture
Marcelle Appleton devant la Préfecture à Bourg-en-Bresse le 4 septembre 1944 (Archives départementales de l'Ain, Fonds Appleton)

Transcription

TEMOIGNAGE DE MADAME APPLETON DEMEURANT A BOURG
Première Emprisonnée « Gaulliste du Département de l'AIN (Mai 1941)
Citée à l'Ordre du Régiment. 5 juin 1945
Engagée volontaire dans l'A.S. – 1er septembre 1942
Et, dans la France Combattante (Réseau GALLIA) Février 1943

1°) Origine du Mouvement ou entrée du Militant dans le mouvement

J'ai participé aux premières réunions d'où sortit le Mouvement de LIBERATION (Sud) ainsi qu'à la première fusion entre l'A.S. et Libération, et Combat. – (Lt Colonel, alors Capitaine Gastaldo, - Paul PIODA – Lt Colonel, alors Commandant René Cerf-)

Avant la guerre, je n'avais aucune opinion définie ; en dehors du goût des réformes Sociales Hardies, qui me semblaient une élémentaire équité.

Mes enfants sont pupilles de la Nation – Tous deux furent de nouveau exposés durant la guerre durant la guerre 39-40.

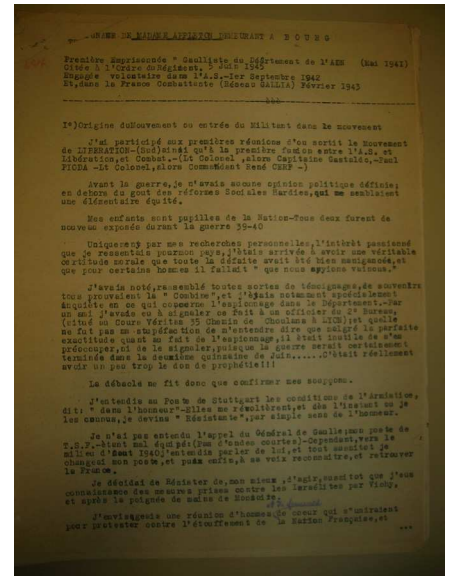
Uniquement par mes recherches personnelles, l'intérêt passionné que je ressentais pour mon pays, j'étais arrivée à avoir une véritable certitude morale que toute la défaite avait été manigancée, et que pour certains hommes il fallait « que nous soyions (sic) vaincus »

J'avais noté, rassemblé toutes sortes de témoignages, de souvenirs tous prouvaient la « Combine », et j'étais notamment spécialement inquiète en ce qui concerne l'espionnage dans le Département. – Par un ami j'avais eu à signaler ce fait à un officier du 2° Bureau, (situé au Cours Veritas 35 Chemin de Choulans à Lyon) ; et quelle ne fut pas ma stupéfaction de m'entendre dire que malgré la parfaite exactitude quant au fait de l'espionnage, il était inutile de s'en préoccuper, ni de le signaler, puisque la guerre serait certainement terminée dans la deuxième quinzaine de Juin.... C'était réellement avoir un peu trop de don de prophétie !!!

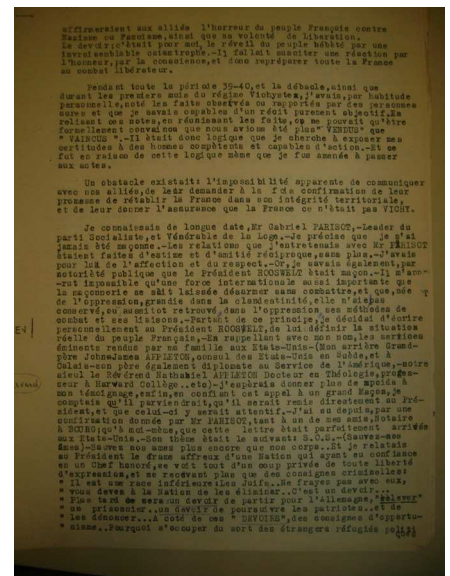
La débâcle ne fit donc que confirmer mes soupçons.

J'entendis au Poste de Stuttgart les conditions de l'Armistice, dit : « dans l'honneur »- Elles me révoltèrent, et dès l'instant ou (sic) je les connus, je devins "Résistante", par simple sens de l'honneur.

Je n'ai pas entendu l'appel du Général de Gaulle ; mon poste de T.S.F.- étant mal équipé : (pas d'ondes courtes) – Cependant, vers le milieu d'août 1940



Extrait 1 du témoignage de Marcelle Appleton (Archives départementales de l'Ain, 180W590-591)



Extrait 2 du témoignage de Marcelle Appleton (Archives départementales de l'Ain, 180W590-591)

j'entendis parler de lui, et tout aussitôt je changeai mon poste, et pus enfin, à sa voix reconnaître, et retrouver la France.

Je décidai de résister de, mon mieux, d'agir, aussitôt que j'eus connaissance des mesures prises contre les Israélites par Vichy, et après la poignée de mains de Montoire.

J'envisageais une réunion d'hommes et de femmes [ajouté au stylo] de cœur qui s'uniraient pour protester contre l'étouffement de la Nation Française, et affirmeraient aux alliés l'horreur du peuple Français contre le Nazisme ou Fascisme, ainsi que sa volonté de Libération.

Le devoir c'était pour moi, le réveil du peuple hébété par une invraisemblable catastrophe. – Il fallait susciter une réaction par l'honneur, par la conscience, et donc réparer toute la France au combat libérateur.

Pendant toute la période 39-40, et la débacle, ainsi que durant les premiers mois du régime Vichyste, j'avais par habitude personnelle, noté les faits observés ou rapportés par des personnes sûres et que je savais capables d'un récit purement objectif. En relisant ces notes, en réunissant les faits, on ne pouvait qu'être formellement convaincu que nous avons été plus « VENDUS » que « VAINCUS ». – Il était donc logique que je cherche à exposer mes certitudes à des hommes compétents et capables d'action. – et ce fut en raison de cette logique même que je fus amenée à passer aux actes.

Un obstacle existait : l'impossibilité apparente de communiquer avec nos alliés, de leur demander à la fois confirmation de leur promesse de rétablir la France dans son intégrité territoriale, et de leur donner assurance que la France ce n'était pas VICHY.

Je connaissais de longue date, Mr Gabriel PARISOT, - Leader du parti Socialiste, et Vénérable de la Loge. – Je précise que je n'ai jamais été maçon.- Les relations que j'entretenais avec Mr PARISOT étaient faites d'estime et d'amitié réciproque, sans plus. – J'avais pour lui de l'affection et du respect.- Or, je savais également par notoriété publique que le Président ROOSEVELT (sic) était maçon. – Il m'apparut impossible qu'une force internationale aussi importante que la maçonnerie se soit laissée désarmer sans combattre, et que, née de l'oppression, grandie dans la clandestinité, elle n'ait (sic) pas conservé, ou aussitôt retrouvé dans l'oppression ses méthodes de combat et ses liaisons. – Partant de ce principe, je décidai d'écrire personnellement au Président ROOSEVELT (sic), de lui définir la situation réelle du peuple Français, - En rappelant (sic) avec mon nom, les services éminents rendus par ma famille aux Etats-Unis-(Mon arrière Grand-père John James APPLETON, consul des Etats-Unis en Suède, et à Calais – son père également diplomate au Service de l'Amérique, - notre aïeul le Révérend Nathaniel APPLETON Docteur en Théologie, professeur à Harvard Collège...etc) – j'espérais donner plus de poids à mon témoignage, enfin, en confiant cet appel à un grand Maçon, je comptais qu'il parviendrait, qu'il serait remis directement au Président, et que celui-ci y serait attentif. – J'ai su depuis, par une confirmation donnée par Mr PARISOT, tant à un de mes amis, Notaire à Bourg ; qu'à moi-même, que cette lettre était parfaitement

arrivée aux Etats-Unis. – Son thème était le suivant : S.O.S. – (Sauvez-nos âmes) – Sauvez nos ames plus encore que nos corps.. Et je relatais au Président le drame affreux d'une Nation qui ayant eu confiance en un Chef honoré, se voit tout d'un coup privée de toute liberté d'expression, et ne recevant plus que des consignes criminelles : « Il est une race inférieure : Les Juifs... Ne frayez pas avec eux, vous devez à la Nation de les éliminer.. C'est un devoir... Plus tard ce sera un devoir de partir pour l'Allemagne, « relever un prisonnier.. un devoir de poursuivre les patriotes.. et de les dénoncer.. A côté de ces « DEVOIRS », des consignes d'opportunisme.. Pourquoi s'occuper du sort des étrangers réfugiés politiques. Ne nous soucions que de nous Français... S'occuper des Juifs étrangers, mais non, les Juifs Français ne risquent rien... Chrétiens, pourquoi vous exposeriez-vous pour les Juifs... paysans pourquoi vous révolteriez-vous parce qu'on arrête des ouvriers ?... etc... »

On va loin ainsi, on va jusqu'au crime... et, parce qu'il avait déjà été fait au Printemps 1941, je prévoyais ce qui pourrait se faire avec cette grande entreprise de démoralisation nationale, de perversion gouvernementale qu'était Vichy.

Le thème de cette lettre a, du reste, été donné dans les milieux des premiers résistants. – Beaucoup s'y sont associés, et d'autres ont pris cet appel comme un slogan de propagande.. Les murs de la ville se couvrirent non seulement de V, et de croix de Lorraine, mais aussi de « S.O.S.U.A.A (?) (S.O.S.-U.S.A-). Les murs de la rue des Casernes à Bourg, notamment, étaient recouverts de ces lettres, sur la grande partie de son parcours.

Durant cette première tranche de résistance individuelle, notre volonté de réaction, nos efforts pour trouver une liaison, notre affirmation de nos sentiments Gaullistes, ou pro alliés, tous nos actes conservaient ce cachet d'individualisme qui caractérise à mon sens, dans l'ensemble, l'Histoire de la Résistance Française à son prélude.

Inscriptions murales, propagande parlée, réfutation des mensonges « qui nous firent tant de mal » recherche d'une liaison avec nos alliés et le Général de Gaulle, tel est réellement avec la surveillance d'éléments ultra-collaborateurs, et des suspects le résumé de nos actions entre fin 1940 et le Printemps 1941.

J'ai nommé dès le début de cette déposition : Monsieur PARISOT Gabriel, l'ancien vénérable de la Loge à Bourg. – Celui-ci pour lequel j'avais, avant guerre beaucoup d'estime, en raison de sa droiture, de sa largeur de conceptions, devint réellement pour moi un ami. A partir de l'instant où il se chargea de ma lettre pour le Président ROOSEVELT (sic), je le revis régulièrement.- Il m'indiqua notamment qu'il avait pu réunir des amis, tant à Bourg, qu'à Lyon surtout, et qu'il se réunissait régulièrement avec eux. Plus tard, il me confia qu'ils avaient un poste émetteur, poste qui circulait pour éviter les repérages, mais qui, à un moment donné avait été confié à des Dominicains qui travaillaient en accord avec eux... Naturellement, il ne me donna aucun nom, et je ne lui en demandai pas. – mais cette promesse d'union Française par-dessus tant de stupides querelles me donna grand espoir. – Je m'efforçai de l'aider de mon mieux à démarrer, et lui apportai régulièrement des renseignements.

Vers Mars 1941, Monsieur PARISOT me parla d'un groupe de jeunes gens qui faisaient déjà du bon travail, et qu'il serait utile de contacter en vue d'une fusion, mais avec une certaine prudence étant donné l'âge de ces jeunes- (Moyenne 18 à 19 ans) – Une affaire personnelle me servit d'introduction. – Ces jeunes réunis et dirigés par le jeune héros Raymond SORDET, 19 ans, demeurant à Bourg rue Marcellin-Berthelot 16 – avaient en effet réussi le tour de force de toucher par la Suisse, l'I.S.- et de recevoir de cet organisme, rapports, consignes etc...

Je ne sais pas exactement quelle a pu être toute l'action de ce que j'appellerai désormais le groupe SORDET mais en recoupant ce que j'ai su par SORDET lui-même ; de ce que m'ont appris depuis sa mort, ses parents et ses amis ; j'arrive à cette conclusion que cet enfant de 19 ans, appartenant à une famille modeste : - Monsieur SORDET père est instituteur à l'école CARRIAT de BOURG-) – cet enfant très choyé et très surveillé parmi les siens qu'il adorait, à (sic) réussi de véritables miracles par amour de la France.

Après son bachot, il était entré comme dessinateur aux Ponts-et-Chaussées à Bourg, Rue Bourgmayeur. – Réunissant ses camarades, il avait réussi à former un groupe Gaulliste dès fin de 1940. – Se rencontrant avec eux sous prétexte de cinéma, il avait réussi à prendre contact avec l'I.S. - par la Suisse. Un de ces jeunes, nommé RIZI ?) passait la frontière en fraude et rapportait des consignes et des ordres. – Ils étaient à Bourg en liaison avec un officier d'Etat-Major qui leur donnait des renseignements importants, qu'à leur tour, et grâce à un code confié par l'I.S.- ils transmettaient aux alliés – De Suisse, ces Alliés leur signalaient des suspects à surveiller et notamment ces organisations qui, en zone libre, (et, nous en avons eu la preuve, sous les ordres de la Gestapo), établissaient un réseau d'espionnage qui causera la mort de tant des nôtres.

Je vis deux fois seul ce jeune homme qui à l'âge où tant d'autres ne pensent qu'au plaisir, ne pensait, lui, qu'à la France... Nous nous trouvions en complète communion de pensées, et je remis même à Sordet, pour son usage, et en le priant de me les rendre au plus tôt, des notes prises par moi relatant les faits qui m'avaient été connus et prouvaient dans notre désorganisation apparente une volonté de défaite, alors inexplicable pour moi.. – il fut entendu que nous nous occuperions immédiatement d'un groupe de suspects qui avait été signalé par l'I.S à Raymond Sordet , et que mes propres renseignements me révélaient comme dangereux. – Ainsi, je pouvais, sans sortir de la légalité, connaître et juger les possibilités de ces groupes de jeunes, éviter de compromettre les amis les plus âgés qui m'avaient mandatée, tout en préparant des actions plus étendues.

Je ne savais pas encore, je ne pouvais encore croire que, pour VICHY, tout ce qui n'était pas contre la France et pour l'Allemagne (sic) était coupable.

J'avais de fréquentes conversations, touchant l'action du Général de GAULLE, avec un de mes amis, qui commandait alors à Bourg la subdivision, et qui, haïssant les Allemands, croyait que Pétain jouait ce fameux double-jeu, et se demandait s'il ne valait pas mieux rester tranquille pour ne pas risquer de gêner ce jeu... Il était persuadé qu'en zone libre, il était non seulement permis, mais recommandé de

dénoncer ces groupes de collaborateurs espions dont il voyait l'action néfaste. – Il était réellement de bonne foi, et j'avais fini par croire que, sur cette question de salut des français, tout au moins, nous ne serions pas poursuivis... Je devais rapidement être détrompée.

Une réunion devait avoir lieu chez moi qui réunirait les éléments de nos deux fractions de patriotes, savoir :

1) Pour notre réunion de gens plus âgés : Mr Parisot – Paul Pioda – Louise Pioda – Madame Chambart (Cx de Guerre- Agente de liaison du 1er Bataillon de marche de l'O.R.A)

2) Pour les jeunes : SORDET – DUBOIS – Colette Lacroix – Gindre – RIZZI (etc)

Or, le matin du jour où cette réunion devait avoir lieu, j'appris par une démarche spontanée de Mr MEUNIER, (alors professeur d'anglais au lycée de Bourg – et qui prendra, plus tard Franc-Tireur) qu'un tract rédigé par le groupe des jeunes circulait dans la classe de Première du Lycée, et que ce tract (dont Mr MEUNIER voyait aussitôt le danger) indiquait en substance ceci :

Ce soir, réunion GAULLISTE, chez Madame APPLETON, au Champ de Mars – Présence indispensable – Amener tous les sympathisants » - (je n'ai pas su le libellé exact – un exemplaire du tract a été remis par un mouchard aux renseignements généraux) [ajouté au stylo]

Comme Mr MEUNIER, je vis de suite le danger, et je m'empressai, de prévenir Mr PARISOT, afin que personne de notre cercle ne vienne. Si j'avais connu l'adresse de Sordet, je l'aurais décommandé mais l'ignorant, je décidai seulement de me tenir sur une extrême réserve.-

En effet, dès le début de la réunion, j'indiquai ma réprobation contre une action faite sans avertissement, et qui pouvait avoir des conséquences si sérieuses, je déclarai qu'en conséquence, nous ne pouvions pas donner suite à un projet de réunion de nos deux fractions, mais nous nous contenterions, pour l'instant, de les aider dans la surveillance des suspects.

Les jeunes présentèrent cependant leur projet, et je reconnais que, malgré mon mécontentement, malgré ma volonté bien arrêtée de me tenir sur une réserve prudente, je fus séduite à nouveau par cette flamme de patriotisme, cette volonté ingénieuse, cette force de la jeunesse Française qui ne voyait que son but. - Je souligne ce fait car il me paraît important. – Et, je ne fus pas seule à ressentir cette admiration même pour des imprudences tant elles étaient généreuses... Mr MEUNIER, qui était venu m'aviser, qui avait sévèrement noté les possibles conséquences d'une imprudence, fut lui aussi, reconquis par cette flamme de nos jeunes amis. . – A la suite d'une démarche personnelle de Raymond SORDET, il lui promit de l'épauler et accepta qu'une réunion eût lieu chez lui, quelques jours plus tard... Elle n'eût pas lieu... A l'époque prévue, nous étions SORDET, et moi... à la prison de Bourg.

Le projet (non réalisé) de ces jeunes était le suivant. – Puisque les Boches avaient usé et abusé des ... « TOURISTES » ; -nous leur aurions rendu la monnaie de leur pièce. – Nous aurions formé une association dite « TOURISTIQUE ». – Cette association aurait eu pour but « officiel » la connaissance des beaux sites de notre département de l'Ain. – (Ceci pour une création à l'échelon départemental... On pouvait ensuite l'étendre à d'autres départements et régions) – La jeunesse, privée par le désastre de distractions habituelles au temps de paix, serait ainsi

préparée à des promenades sportives et instructives... On organiserait des sorties nombreuses, à pied, en chemin-de-fer et même en car. – Pour « Camoufler » le but réel de l'organisation, un cadre de collaborateurs, benêts (sic), solennels, et... aussi peu sportifs que possible serait mis en avant... Ils parleraient, organiseraient des cérémonies de lever de couleurs... et resteraient chez eux... Tout au contraire les membres...actifs, seraient tous des Gaullistes ardents... Les excursions leur permettraient des réunions sans danger, on pourrait même faciliter grandement le passage de la frontière à de jeunes agents, en organisant des randonnées du côté Suisse... Les personnes plus âgées prépareraient des réunions en chemin de fer ou cars, et visiteraient, le long de la rivière d'Ain, les grottes préhistoriques, ou, sur le plateau de retors (sic)... vers la montée de Cerdon, d'autres sites... où l'on établirait des caches et qui, plus tard, bien connus, serviraient d'asile à des patriotes.

2.4 – Léon dit Yvon Morandat, alias « Léo », « Yvon », « Arnolphe » (1913 – 1972)



Yvon Morandat (Coll. Famille Morandat)

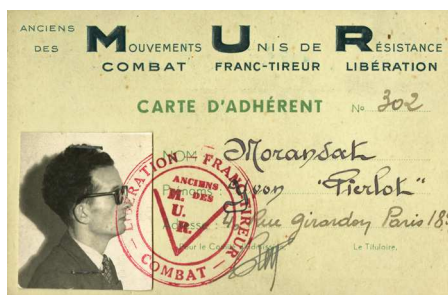
Issu d'une modeste famille bressane, Léon, malgré une scolarité brillante, doit renoncer aux études. Vendeur étalagiste à Chambéry, il poursuit en autodidacte sa formation, milite à la Confédération française des travailleurs chrétiens et devient secrétaire permanent des syndicats chrétiens de Savoie. Volontaire pour combattre en Norvège, mais évacué vers l'Angleterre le 18 juin 1940, il rejoint les premiers engagés de la France libre. Son passé syndical et sa réputation convainquent les services du général de Gaulle de le parachuter début novembre 1941 en France, pour sonder les milieux syndicalistes et socialistes. Malgré l'improvisation, « Yvon » tisse rapidement son réseau. Membre du Comité directeur de Libération, il favorise le développement de ce mouvement dans l'Ain. Cette implication lui sera reprochée ultérieurement.

Rappelé à Londres en novembre 1942, après l'arrivée de Jean Moulin, Morandat intègre finalement l'Assemblée consultative d'Alger, avant son deuxième parachutage en France fin janvier 1944. Le 25 août 1944, il prend possession de l'hôtel Matignon au nom du gouvernement provisoire.

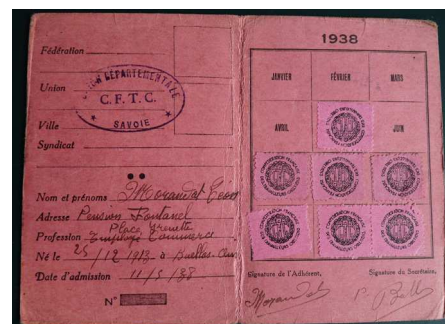
Après la Libération, il fonde une agence de presse, s'engage en politique auprès du Rassemblement du peuple français (premier parti gaulliste), dirige divers conseils d'administration liés au charbonnage et devient secrétaire d'État en 1968. Parallèlement, il préside l'association « SOS villages d'enfants ».

A noter :

Il existe un mémoire de maîtrise d'Histoire intitulé « Yvon Morandat une figure du XXème siècle » de Marie-Christine MORANDAT CHAPPAT (Université Jean Moulin Lyon 2, année 1987-1988). Cet ouvrage est disponible au musée.



Carte de membre des Anciens des Mouvements Unis de la Résistance (coll.Famille Morandat).



Carte de membre du syndicat CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) de 1938 (Coll. Famille Morandat)

2.5 – Charles Delestraint, alias Vidal (1879 - 1945)

Né dans une modeste famille catholique très patriote, marquée par l'invasion allemande Charles Delestraint est élevé dans le respect de l'armée et de la patrie. Capitaine en 1913, il s'illustre dans les premières semaines de la guerre. Mais fait prisonnier, il passe quatre ans en Allemagne. Devenu général de brigade et spécialiste des chars, il a sous ses ordres pendant deux ans le colonel de Gaulle, dont il partage les théories vis-à-vis des chars.

Alors qu'il atteint la limite d'âge, il est rappelé lors la campagne 1939-1940. Il s'y distingue par sa conduite tenace et courageuse au milieu du désastre. Mis à la retraite après l'armistice, il se retire à Bourg-en-Bresse, loin de son Pas-de-Calais natal soumis à l'occupation allemande. Il noue des contacts avec des compatriotes refusant comme lui la défaite. Intime de la famille Fournier et de Rémond Charvet, il partage avec eux l'espoir d'une libération. C'est dans cette perspective qu'il s'active à la création d'amicales des « anciens des chars ». Durant ces réunions, il tente de convaincre ses pairs qu'ensemble ils pourraient œuvrer au renvoi de l'occupant. La première a lieu à Villars-les-Dombes en novembre 1940. D'autres suivront à Lyon, Lons-le-Saunier, Bourg-en-Bresse, et même Vichy. Mais il ne trouve que peu d'échos. Néanmoins, son attitude critique envers Pétain et le gouvernement lui vaut un rappel à l'ordre écrit de Vichy en février 1942.

A l'été 1942, Jean Moulin, chargé par De Gaulle d'unifier la Résistance, cherche un chef pour diriger la future Armée secrète, destinée à regrouper les sections paramilitaires des trois grands mouvements de zone sud. Ayant appris que Delestraint habitait Bourg-en-Bresse, il le rencontre à Lyon le 28 août 1942 et le convainc d'endosser cette charge. Dès lors, Delestraint devient Vidal. Il est confirmé dans sa nouvelle fonction par le général de Gaulle dans une lettre datée du 22 octobre 1942.

Désormais établi à Lyon, il doit faire face aux tensions permanentes entre la France libre et les mouvements. Partisan d'une Armée secrète préservée en vue du Débarquement, Delestraint refuse de l'engager dans l'action immédiate. Toutefois sur le terrain, le développement de formations militaires type « maquis » amène de Gaulle à restreindre son champ d'action. Même si le commandement de toutes les forces paramilitaires lui reviendra lors du Débarquement.

Arrêté le 9 juin 1943 à Paris, il est emprisonné durant près de dix mois avant d'être déporté au camp de Natzwiller-Struthof comme prisonnier NN.1 Alors que les Alliés progressent vers l'Est, il est transféré à Dachau en septembre 1944. Il y est abattu le 19 avril 1945 puis incinéré au crématoire, peu avant la libération du camp, les nazis ayant réclamé sa disparition.

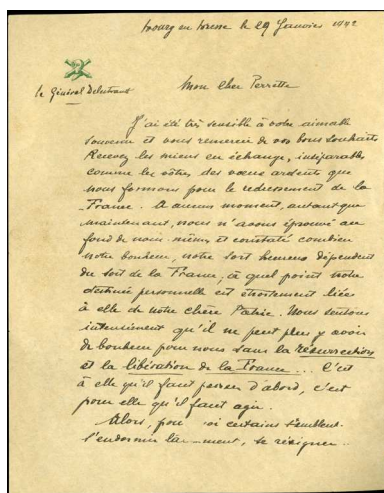
Outre les plus grandes récompenses, son nom est gravé le 10 novembre 1989 sur le mur du Panthéon.



Le général Charles Delestraint
(Archives départementales de l'Ain,
Fonds Appleton).

Bourg en Bresse le 29 Janvier 1942

Le Général Delestraint



Lettre du général Delestraint au commandant Perrette du 29 janvier 1942 (coll. départementale des musées de l'Ain, Inv. 1998.20.1316-a)

Mon Cher Perrette

J'ai été très sensible à votre aimable souvenir et vous remercie de vos bons souhaits. Recevez les miens en échange, inséparables comme les vôtres des vœux ardents que nous formons pour le redressement de la France. A aucun moment, autant que maintenant, nous n'avons éprouvé au fond de nous-mêmes et constaté combien notre bonheur, notre sort heureux dépendent du sort de la France ; à quel point notre destinée personnelle et étroitement liée à [c]elle de notre chère Patrie. Nous sentons intensément qu'il ne peut plus y avoir de bonheur pour vous dans la résurrection et la libération de France... C'est à elle qu'il faut penser d'abord, c'est pour elle qu'il faut agir.

Alors, pou[r]quoi certains semblent s'endormir lâchement se résigner

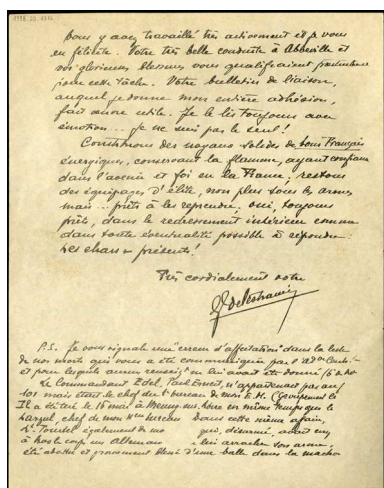
Vous y avez travaillé très activement et je vous en félicite. Votre très belle conduite à Abbeville et vos glorieuses blessures vous qualifiaient [mot illisible] pour cette tâche. Votre bulletin de liaison, auquel je donne mon entière adhésion, fait œuvre utile. Je le lis toujours avec émotion... Je ne suis pas le seul !

Constituons des noyaux solides de bons Français énergiques, conservant la flamme, ayant confiance dans l'avenir et foi en la France ; restons des équipages d'élite, non plus sous les armes mais ... prêts à les reprendre ; oui, toujours prêts, dans le redressement intérieur comme dans toute éventualité possible à répondre : les chars - présents !

Très cordialement votre
Signature

P.S. Je vous signale une "erreur d'affectation" dans la liste de nos morts qui vous a été communiquée par l'Adon Centrale et pour lesquels aucun renseignement ne lui avait été donné (6° ?)

Le Commandant Edel, Paul Ernest n'appartenait pas au [mot effacé] 101 mais était le chef du 1er bureau de mon E.M (Groupement [?]). Il a été tué le 16 mai à Meung-sur-Loire en même temps que le [mot effacé] Larzul, chef de mon 4ème bureau [mot effacé] dans cette même affaire, [mot effacé] Lt Torsel également de mon [mot effacé] qui, désarmé, avait [mot effacé] à bras le corps un Allemand [mot effacé] lui arracha son arme, [mot effacé] été abattu et gravement blessé d'une balle dans la mâchoire.



Lettre du général Delestraint au commandant Perrette du 29 janvier 1942, suite (coll. départementale des musées de l'Ain, Inv. 1998.20.1316-b)

2.6 – Emile MERCIER (1910-1943) et Paulette MERCIER née PERROTTET (1911-2006)

Emile et Paulette se marient en 1935 et s'installent à Nantua. Lui ouvre un cabinet de médecin et elle tient une pharmacie. En 1939, Emile, lieutenant de réserve, est mobilisé au 91^{ème} Bataillon alpin de forteresse comme médecin chef et est envoyé au front des Alpes. Démobilisé, il rentre à Nantua. Il y reprend ses fonctions de médecin. Très vite le couple affiche son opposition à l'armistice et au régime de Vichy. De confession protestante, ils ont des contacts avec le groupe du Pasteur De Pury de Lyon. De ce fait, dès l'automne 1940, ils accueillent des Juifs ou des personnes recherchées, en provenance de la zone occupée, qui souhaitent passer la ligne de démarcation ou rejoindre la Suisse. Ils les placent dans de petits hôtels de montagne. Emile Mercier s'efforce également de démontrer à ses patients et ses concitoyens qu'un homme n'ayant socialement rien à redouter de Vichy, pouvait dire « non » au Maréchal et à sa politique. Progressivement, il constate que certains Nantuatiens partagent ses opinions, comme par exemple le procureur Davenas. Un petit groupe, composé essentiellement de commerçants ou de médecins émerge autour du couple Mercier. Ensemble, ils tentent d'aider un certain nombre de réfugiés politiques et raciaux, en les orientant vers des filières de passage en Suisse.



Paulette et Émile Mercier
(Coll. famille Mercier)

Avec des moyens limités (bouche à oreilles, graffitis) ils diffusent la propagande gaulliste. Paulette distribue également des tracts qu'elle récupère en Ardèche (zone de résistance plus précoce) par ses parents. En 1941, elle entre en contact avec Paul et Louise Pioda qui lui donnent des photos de De Gaulle à diffuser. Entre 1941 et 1942, Emile Mercier fait partie d'un réseau de la France libre de De Gaulle (peut-être le réseau de renseignements Marco selon Mme Mercier mais elle n'est pas sûre). Il assure alors surtout des liaisons. Paulette, elle-même effectue plusieurs voyages vers la Suisse, passant clandestinement la frontière, pour récupérer du courrier ou prendre un agent en charge qu'elle ramène sur Nantua avant de le conduire à Lyon. Plusieurs fois le contact avec le réseau est rompu, parfois pour des mois. Mais pendant deux ans, les Mercier ne trouvent rien d'autre à faire, n'ayant aucun contact avec les groupes organisés sur le département. Commencant à désespérer, ils décident de chercher des contacts à l'extérieur. C'est alors que commence la Relève et les commis de la pharmacie sont concernés. Par l'intermédiaire d'une amie laborantine, Paulette parvient à prendre contact avec l'Armée secrète de Dieulefit. Au même moment Fornier et Perret, en charge de l'AS de Bourg prennent contact avec son mari, le docteur Mercier. Ce dernier se voit confier la direction du secteur de Nantua, sous le nom de "René". A l'été 1943, Romans, nouvellement nommé chef des maquis de l'Ain, lui demande d'en assurer le service médical. Il se lance alors pleinement dans cette activité, visitant les camps périodiquement, réconfortant et encourageant les jeunes, organisant le recrutement des réfractaires et leur acheminement vers le camp, fournissant des certificats médicaux de complaisance à ceux astreints au Service du travail obligatoire et les incitant à prendre le maquis.

Suite à une action punitive conduite par le maquis contre un couple de collaborateurs notoires de Nantua, les autorités allemandes, prétextant le manque de réaction de la gendarmerie organisent une grande rafle sur la ville le 14 décembre 1943. 150 hommes de 18 à 40 sont arrêtés. Quand les Allemands se présentent chez les Mercier, la gouvernante tente de s'interposer, faisant valoir que le docteur Mercier est indispensable à la ville. Entendue, elle obtient sa libération, les autorités allemandes, lui remettant même un laissez-passer. Emile Mercier se rend alors immédiatement à l'hôpital où des blessés du maquis sont soignés. Il est arrêté dans la rue et conduit à la gare avec les autres, malgré son laissez-passer. Séparé des autres et interrogé par l'officier allemand, il est désigné comme gaulliste. Il semble donc qu'il y ait eu dénonciation entre les deux épisodes de son arrestation. Emmené en voiture, Emile Mercier est abattu à Maillat. Son épouse n'apprend la nouvelle que dans la soirée lorsqu'on lui ramène le corps.

Après la mort de son mari et l'arrestation de son préparateur, Paulette est contrainte de gérer seule la pharmacie. En outre, elle se voit étroitement surveillée. Par conséquent, il semble qu'elle se tienne plus ou moins à l'écart n'assurant plus que des liaisons de détail avec l'AS de Nantua. De plus, tous les contacts avec le réseau lyonnais sont rompus à cette période. Néanmoins, elle poursuit le suivi du service médical créé par son mari. Elle joue un rôle majeur lors de l'épisode du 12 juillet 1944 sur Nantua. Le Haut-Bugey, libéré début juin par les hommes de Romans, est la cible d'une importante contre-attaque allemande. Ayant appris l'arrivée imminente de l'ennemi, Paulette Mercier décide de se joindre au transport de 22 blessés du maquis, soignés à l'hôpital de Nantua et évacués vers la colonie de vacances de la Gotette, à Apremont. Laissant derrière elle ses enfants, elle accompagne les blessés et organise un campement de fortune dans la forêt. Pendant une dizaine de jours, elle vit à leurs côtés dans une angoisse permanente, échappant plusieurs fois à des patrouilles allemandes pourtant toutes proches. Tous sont ensuite transférés au crêt de Chalam où un hôpital de campagne est installé. Aidée des docteurs Parker et Guillaume, elle s'efforce d'apporter les soins nécessaires aux blessés. Finalement, une fois la libération assurée, ils redescendent sur Nantua. Paulette intègre ensuite quelque temps le Comité départemental de Libération de l'Ain. Mais elle ne semble pas y avoir été très active. Dans son témoignage elle explique qu'elle souhaitait surtout voir l'Allemagne vaincue. Ceci fait, n'ayant aucune ambition politique, elle aspirait visiblement à la tranquillité après les douloureuses épreuves imposées par l'Occupation, et appelait sincèrement à la réconciliation.

Par la suite, elle reprend ses études pour devenir médecin.

En 1946, Paulette Mercier publie un ouvrage, intitulé "Au pays d'Alphonse Baudin", qui retrace la période de la guerre à Nantua et notamment les douloureux événements subit par la ville. Elle n'a pas souhaité signer son ouvrage, illustration de son caractère modeste que l'on retrouve tout au long de ses témoignages.

Un de leurs enfants, Pierre, s'est investi dans la création du Musée d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura, ouvert en 1985 et préside l'association des Amis du musée, portant ainsi la mémoire de ses parents.

Transcription

MAQUIS DE L'AIN C.N°12.I (ajouté à l'encre rouge)

(Tampon : REPUBLIQUE FRANCAISE PREMIER MINISTRE –
COMITE D'HISTOIRE DE LA 2° GUERRE MONDIALE
PARIS 522_78_82 32, Rue de Leningrad)

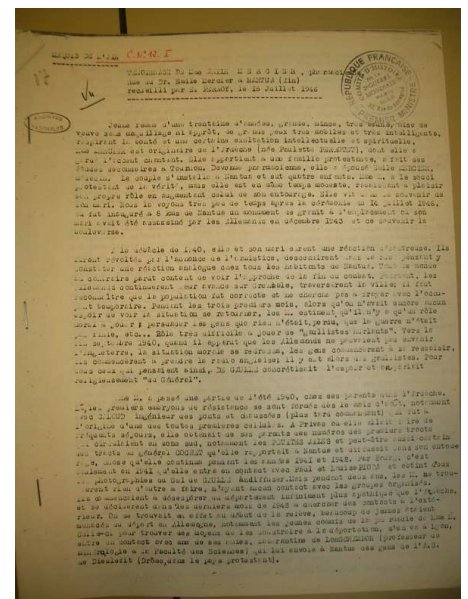
TEMOIGNAGE DE Mme EMILE MERCIER, pharmacienne
Rue du Dr. Emile Mercier à Nantua (Ain)
Recueilli par E. PERNOY, le 16 juillet 1946

Jeune femme d'une trentaine d'années, grande, mince, très brune, mise de veuve sans maquillage ni apprêt, de grands yeux très mobiles et très intelligents, respirant la bonté et une certaine exaltation intellectuelle et spirituelle, Mme MERCIER est originaire de l'Ardèche (née Paulette PERROTET), dont elle a gardé l'accent chantant. Elle appartient à une famille protestante, a fait ses études secondaires à Tournon. Devenue pharmacienne, elle a épousé Emile MERCIER médecin. Le couple s'installe à Nantua et eut quatre enfants. Mme a le souci protestant de la vérité, mais elle est en même temps modeste, rabaisant à plaisir son propre rôle en augmentant celui de son entourage. Elle vit dans le souvenir de son mari. Nous la voyons très peu de temps après la cérémonie du 14 juillet 1946, où fût inauguré à 8 kms de Nantua un monument de granit à l'emplacement où son mari avait été assassiné par les Allemands en décembre 1943 et ce souvenir la bouleverse.

A la débâcle de 1940, elle et son mari eurent une réaction désastreuse. Ils furent révoltés par l'annonce de l'armistice, descendirent dans la rue pensant y constater une réaction analogue chez tous les habitants de Nantua. Tout le monde au contraire parut content de voir l'approche de la fin du combat. Pourtant, les Allemands continuèrent leur avance sur Grenoble, traversèrent la ville ; il faut reconnaître que la population fut correcte et ne chercha pas à frayer avec l'occupant temporaire. Pendant les trois premiers mois, alors qu'on n'avait encore aucun espoir de voir la situation se retourner, les M. estiment qu'il n'y a qu'un rôle moral à jouer ; persuader les gens que rien n'était, perdu, que la guerre n'était pas finie, etc... Rôle très difficile à jouer de "gaullistes hurlants". Vers la fin septembre 1940, quand il apparut que les Allemands ne pouvaient pas envahir l'Angleterre, la situation morale se redressa, les gens commencèrent à se ressaisir, ils commencèrent à prendre la radio Anglaise ; il y eut alors des gaullistes. Pour tous ceux qui pensaient ainsi, DE GAULLE concrétisait l'espoir et on parlait religieusement "du Général".

Mme M. a passé une partie de l'été 1940, chez ses parents dans l'Ardèche. Là, les premiers embryons de résistance se sont formés dès le mois d'août, notamment avec CALOUD ingénieur des ponts et chaussées (plus tard commandant) qui fut à

Extraits du témoignage de Paulette Mercier du 16 juillet 1946 (Archives départementales de l'Ain 180W590-591)



l'origine d'une des toutes premières cellules. A Privas où elle allait faire de fréquents séjours, elle obtenait de ses parents des numéros des premiers tracts qui circulaient en zone sud, notamment les PETITES AILES et peut-être aussi certains des tracts du général COCHET qu'elle rapportait à Nantua et diffusait dans son entourage, chose qu'elle continua pendant les années 1941 et 1942. Par Bourg, c'est seulement en 1941 qu'elle entra en contact avec Paul et Louise PIODA et obtint d'eux les photographies du Gal de Gaulle à diffuser. Mais pendant deux ans, les M. ne trouvèrent rien d'autre à faire, n'ayant aucun contact avec les groupes organisés. Ils commencèrent à désespérer du département infiniment plus apathique que l'Ardèche et se décidèrent dans les derniers mois de 1942 à chercher des contacts à l'extérieur. On se trouvait en effet au début de la relève, beaucoup de jeunes étaient menacés du départ en Allemagne, notamment les jeunes commis de la pharmacie de Mme M. Celle-ci pour trouver les moyens de les soustraire à la déportation, s'en va à Lyon, entre en contact avec une de ses amies, laborantine de Longchambon (professeur de minéralogie à la Faculté des Sciences) qui lui envoie à Nantua des gens de l'A.S de Dieulefit (Drôme, dans le pays protestants).

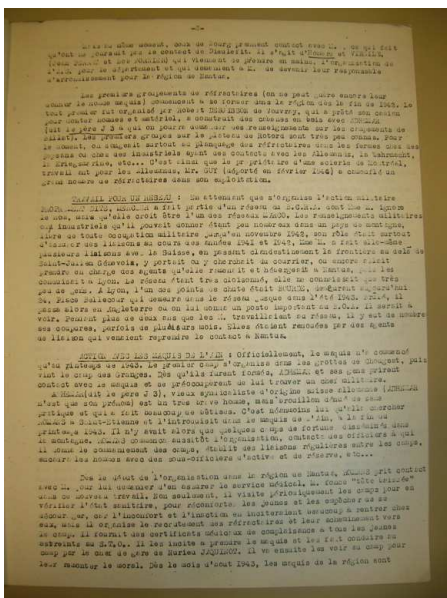
[PAGE 2]

Mais au même moment, ceux de Bourg prennent contact avec M., ce qui fait qu'on ne poursuit pas le contact de Dieulefit. Il s'agit d'Homère et VIRGILE. (Jean PERRET et Bob FORNIER) qui viennent de prendre en mains, l'organisation de l'A.S pour le département et qui demandent à M. de devenir leur responsable d'arrondissement dans la région de Nantua.

Les premiers groupements de réfractaires (on ne peut guère encore leur donner le nom de maquis) commencent à se former dans la région dès la fin 1942. Le tout premier fut organisé par Robert DEBUISSON de Vouvray, qui a prêté son camion pour monter hommes et matériel, a construit des cabanes en bois avec ADHEMAR (dit le père J3 à qui on pourra demander des renseignements sur les campements de Billat). Les premiers groupes sur le plateau de Rotord (sic) sont très peu connus. Pour le moment, on songeait surtout au planquage des réfractaires dans les fermes chez des paysans ou chez des industriels ayant des contacts avec les Allemands, la Wehrmacht, la Kriegsmarine, etc... C'est ainsi que le propriétaire d'une scierie de Montréal, travaillant pour les Allemands, Mr. GUY (déporté en février 1944) a camouflé un grand nombre de réfractaires dans son exploitation.

TRAVAIL POUR UN RESEAU : En attendant que s'organise l'action militaire PROPREMENT DITE, MERCIER a fait partie d'un réseau du B.C.R.A dont Mme M. ignore le nom, mais qu'elle croit être l'un des réseaux MARCO. Les renseignements militaires ou industriels qu'il pouvait donner étant peu nombreux dans un pays de montagne, libre de toute occupation militaire jusqu'en novembre 1942, son rôle était surtout d'assurer les liaisons au cours des années 1941 et 1942, Mme M. a fait elle-même plusieurs liaisons avec la Suisse, en passant clandestinement la frontière au-delà de Saint Julien en Genevois, y portait ou y cherchait du courrier, ou encore allait prendre en charge des agents qu'elle ramenait et hébergeait à Nantua, puis les

Extraits du témoignage de Paulette Mercier du 16 juillet 1946 (Archives départementales de l'Ain 180W590-591)



conduisait à Lyon. Le réseau étant très cloisonné, elle ne connaissait que très peu de gens. A Lyon, l'un des points de chute était BOURDE, demeurant aujourd'hui 24, Place Bellecour qui demeure dans le réseau jusque dans l'été 1943. Brûlé, il passa alors en Angleterre où on lui donna un poste important au B.O.A. Il serait à voir. Pendant plus de deux ans que les M. travaillaient au réseau, il y eut de nombreuses coupures, parfois de plusieurs mois. Elles étaient renouées par des agents de liaison qui venaient reprendre le contact à Nantua.

ACTION AVEC LES MAQUIS DE L'AIN : Officiellement, le maquis n'a commencé qu'au printemps de 1943. Le premier camp s'organise dans les grottes de Chougeat, puis vint le camp des Granges. Dès qu'ils furent formés, ADHEMAR et ses gens prirent contact avec le maquis et se préoccupèrent de lui trouver un chef militaire.

ADHEMAR (dit le père J3), vieux syndicaliste d'origine suisse allemande (ADHEMAR n'est que son prénom) est un très brave homme, mais brouillon dénué de sens pratique et qui a fait beaucoup de bêtises. C'est néanmoins lui qu'alla chercher ROMANS à Saint-Etienne et l'introduisit dans le maquis de l'Ain, à la fin du printemps 1943. Il n'y avait alors que quelques camps de fortune disséminés dans la montagne. ROMANS commença aussitôt l'organisation, contacta des officiers à qui il donna le commandement des camps, établit des liaisons régulières entre les camps, encadra les hommes avec des sous-officiers d'active et de réserve, etc...

Dès le début de l'organisation dans la région de Nantua, ROMANS prit contact avec M. pour lui demander d'en assurer le service médical. M. fonce "tête baissée" dans ce nouveau travail. Non seulement, il visite périodiquement les camps pour en vérifier l'état sanitaire, pour reconforter les jeunes et les empêcher de se décourager, car l'inconfort et l'inaction en inciteraient beaucoup à rentrer chez eux, mais il organise le recrutement des réfractaires et leur acheminement vers le camp. Il fournit des certificats médicaux de complaisance à tous les jeunes astreints au S.T.O.. Il les incite à prendre le maquis et les fait conduire au camp par le chef de gare de Nuriu (sic) JAQUINOT. Il va ensuite les voir au camp pour leur remonter le moral. Dès le mois d'août 1943, les maquis de la région sont [...].